

De jaarlijkse rekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultaatrekeningen en de balans alsmede de lijst van de aannemers van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten waarvoor de provincieraad de gunningswijze heeft gekozen en de voorwaarden heeft bepaald. Hij legt jaarlijks ook de jaarrekeningen van het voorafgaande jaar vast voor elk van de ziekenhuizen onder zijn beheer tijdens een zitting die vóór 1 juni plaatsvindt. Tijdens de vergadering waarop de raad voor maatschappelijk welzijn deze jaarrekeningen vastlegt, brengt de voorzitter verslag uit over de toestand van het centrum en over het tijdens het voorafgaande boekjaar gevoerde beheer inzake de uitvoering van de budgettaire vooruitzichten, alsook wat betreft de ontvangsten en het gebruik van de toelagen toegekend door de Staat in het kader van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Het jaarverslag wordt vooraf samen met de rekening doch met uitsluiting van de verantwoordingsstukken, tenminste zeven dagen vóór de vergadering aan elk raadslid meegegeeld.”.

Art. 15. In artikel 112bis, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 2 april 1998 en vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, wordt het woord “september” vervangen door het woord “november”.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waals Parlement, 668 (2016-2017) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 21 december 2016.

Bespreking. — Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206423]

1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 4, modifié par les décrets du 24 octobre 2013 et du 13 mars 2014, l'article 5, l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 5 février 2016;

Vu le rapport du 17 décembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.133/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Art. 2. Les présentes conditions intégrales et sectorielles s'appliquent aux unités, aux installations et stations d'épuration individuelle visées par les rubriques 90.11, 90.12, 90.13 et 90.14 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° un établissement existant : un établissement dûment autorisé ou déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° une unité d'épuration individuelle : un système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante inférieure ou égale à vingt équivalent-habitant;

3° une installation d'épuration individuelle : un système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante comprise entre vingt et cent équivalent-habitant;

4° une station d'épuration individuelle : un système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante égale ou supérieure à cent équivalent-habitant;

5° un système extensif : un système d'épuration individuelle faisant intervenir, pour le traitement biologique des eaux usées, tout ou partie des processus de dégradation présents naturellement dans un écosystème sans utilisation d'équipement électromécanique autre qu'un relevage des eaux usées ou des eaux épurées si nécessaire;

6° un système intensif : un système d'épuration individuelle dont le traitement biologique des eaux usées, faisant intervenir tout ou partie des processus de dégradation présents naturellement, est intensifié par un équipement électromécanique permettant la dégradation de la matière organique sur des surfaces réduites et/ou dans des volumes restreints.

Concernant le 1°, la transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation*

Art. 4. La capacité de traitement exprimée en équivalent-habitant, dénommé ci-après "EH", est calculée en se basant sur le tableau repris à l'annexe 1^{re}. La capacité de traitement n'est pas inférieure à cinq EH.

Art. 5. § 1^{er}. Tout système d'épuration individuelle comprend un volume de prétraitement unique assurant à minima le stockage des boues primaires, dimensionné dans le respect de l'annexe 2.

L'arrivée des eaux usées dans le prétraitement et le retour des boues provenant du système d'extraction sont dirigés sous le plan d'eau de manière à éviter les risques d'odeur et favoriser une bonne décantation.

Les dispositifs de traitement par filtres plantés à écoulement vertical et par boues activées relatifs à des stations d'épuration individuelles peuvent ne pas être équipés d'un prétraitement à l'exception d'un dégrilleur. Le prétraitement par décantation primaire est obligatoire pour les unités et les installations d'épuration individuelle.

§ 2. Tout transfert de matières entre compartiments de prétraitement et stockage des boues, de traitement ou de clarification se fait uniquement via les canalisations ou réservations prévues à cet effet sans possibilité de débordement d'un compartiment vers l'autre.

Un système d'extraction assure la reprise efficace de toutes les boues en excès vers un volume de stockage au moyen de canalisations fixées aux parois ou sur support rigide pour garantir en tout temps un écoulement optimal.

Le volume de prétraitement peut être dimensionné pour recevoir et stocker les boues primaires et secondaires ou les seules boues primaires. Dans ce dernier cas, un second volume de stockage est prévu pour les boues secondaires dont le trop plein est dirigé vers le prétraitement. Les volumes de prétraitement et, le cas échéant, de stockage sont dimensionnés conformément aux dispositions de l'annexe 2.

Le volume de prétraitement et de stockage des boues, lorsqu'il n'est pas compris dans le volume de prétraitement, est muni d'un système de ventilation d'un diamètre minimum de 80 millimètres, séparé du circuit des eaux épurées et des eaux pluviales de l'établissement et débouchant à une hauteur suffisante pour éviter les nuisances olfactives.

En situation de relevage des eaux usées domestiques avant prétraitement et traitement, le débit instantané appliqué sur l'appareil épuratoire ne peut perturber son bon fonctionnement avec dégradation des conditions d'émission.

Les cuves, bassins, lagunes, canalisations et raccordements sont étanches.

§ 3. Le traitement des eaux usées domestiques par lit bactérien anaérobie est interdit.

Les dispositifs d'infiltration ne sont pas considérés comme éléments de traitement.

§ 4. Les éléments fermés composant le système d'épuration individuelle sont équipés d'orifices de dimension nominale de 60 centimètres minimum et munis d'un couvercle amovible et accessible permettant la vérification du fonctionnement et l'entretien du dispositif.

L'accès au volume de prétraitement, s'il est commun avec d'autres parties, garantit le soutirage des boues sans risque de détérioration des équipements et canalisations. Les volumes de traitement et de clarification secondaire peuvent avoir un accès commun.

La dimension des orifices de visite permet de procéder aux réglages de fonctionnement, à l'entretien et au remplacement des pièces d'usures.

§ 5. Dans le cas de lagunes ou de tout autre dispositif de traitement à l'air libre, l'accès au site est contrôlé.

Dans le cas de dispositifs enterrés, l'accessibilité aux cuves ainsi qu'aux appareils annexes est contrôlée.

Le site est accessible aux fins d'opérations de maintenance et d'entretien.

Art. 6. Les appareils électromécaniques nécessaires au bon fonctionnement du système d'épuration individuelle sont installés dans un endroit sec, aéré, et munis des protections réglementaires prévues par le Règlement général des installations électriques.

Le système d'épuration individuelle est équipé d'un boîtier de centralisation de défauts des organes électromécaniques. Tout défaut est signalé par alarme sonore ou visuelle positionnée de telle manière à être visible ou entendue de l'exploitant. L'apparition de défauts fait l'objet d'un historique consultable sur le boîtier de centralisation d'alarmes par les personnes habilitées au contrôle et à l'entretien. Le temps total de fonctionnement du système entre deux entretiens est enregistré.

Pour les stations d'épuration individuelle, le contrôle de fonctionnement et d'apparition de défauts est rendu possible à distance.

Art. 7. Lorsque les eaux usées domestiques sont constituées principalement d'eaux issues du secteur de la restauration alimentaire, le placement d'un dégraisseur d'un volume minimum de 500 litres pour une unité d'épuration individuelle, d'un volume minimum de 800 litres pour une installation d'épuration individuelle ou d'un volume minimum de 1 200 litres pour une station d'épuration individuelle est obligatoire.

Art. 8. A l'exception de l'éventuel dégraisseur et des éléments électromécaniques, les éléments constituant le système d'épuration individuelle sont placés à l'extérieur des immeubles desservis, sauf dispositifs conçus spécifiquement pour être placés à l'intérieur des immeubles.

Art. 9. Le dispositif de contrôle permet le prélèvement d'un flacon d'une contenance minimale de 1 litre et répond aux prescriptions de l'annexe 3.

Art. 10. Les eaux épurées provenant du système d'épuration individuelle sont évacuées, au besoin à l'aide d'une pompe de relevage, selon les conditions reprises à l'article R.279, § 2, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

En cas d'infiltration dans le sol, il sera tenu compte du calcul de dimensionnement des dispositifs autorisés d'évacuation par infiltration repris à l'annexe 4.

La ligne hydraulique de fonctionnement du système est assurée quel que soit le niveau des eaux au point de rejet.

Afin de prévenir tout risque de colmatage, l'installation d'un filtre est requise lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue par infiltration.

L'évacuation par un puits perdant des eaux épurées par une unité d'épuration individuelle non située dans une zone de protection de captage est autorisée si aucun autre mode d'évacuation n'est possible.

L'évacuation par un puits perdant des eaux épurées par une installation ou une station d'épuration individuelle est interdite.

Le rejet des eaux épurées dans une zone de baignade est interdit.

Le rejet des eaux épurées par une installation ou une station d'épuration individuelle dans une zone amont de baignade est interdit, sauf si ces eaux sont désinfectées avant rejet.

Art. 11. Seules les eaux usées domestiques à l'exception des eaux pluviales et des eaux claires parasites transitent et sont traitées par le système d'épuration individuelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque plusieurs habitations sont raccordées sur une même installation d'épuration individuelle, les eaux usées peuvent être acheminées par un égout unitaire existant en respectant les dispositions suivantes :

1° aucune eau claire parasite ne peut transiter dans l'égout unitaire alimentant l'installation d'épuration individuelle;

2° l'installation d'épuration individuelle est précédée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales tel qu'un déversoir d'orage, un bassin d'orage ou un dispositif de stockage temporaire assurant une restitution régulée des eaux pluviales dans le milieu récepteur;

3° l'installation d'épuration individuelle et le dispositif de gestion des eaux pluviales sont dimensionnés de telle manière que le débit supplémentaire éventuel de temps de pluie alimentant le système ne puisse entraîner de détérioration du fonctionnement avec dégradation des conditions d'émission visées à l'article 12.

CHAPITRE III. — *Exploitation, entretien*

Art. 12. Les eaux prélevées au dispositif de contrôle défini à l'annexe 3 respectent les conditions d'émission suivantes :

Paramètres	Concentration	Méthode de mesure de référence
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification	30 mg/l O ₂ (1) ou 50 mg/l O ₂ (2)	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O ₂ (1) ou 160 mg/l O ₂ (2)	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté
Total des matières solides en suspension (MES) Facultatif	40 mg/l O ₂ (1) ou 60 mg/l O ₂ (2)	
Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés, toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne dépasse pas 150 mg/l		

(1) En moyenne sur 24 heures.

(2) Maximum sur un échantillon ponctuel.

Art. 13. L'exploitant veille au bon état de fonctionnement de son système d'épuration individuelle.

Les entretiens successifs sont effectués dans un laps de temps ne dépassant pas :

- 1° dix huit mois pour les systèmes relatifs à des unités d'épuration individuelle;
- 2° neuf mois pour les installations d'épuration individuelle;
- 3° quatre mois pour les stations d'épuration individuelle.

Les entretiens permettent de vérifier le bon fonctionnement du système, de remplacer les pièces défectueuses et d'évaluer la hauteur de boue pour le déclenchement d'une vidange.

L'entretien est couvert par un contrat d'entretien conclu entre l'exploitant et un prestataire de services dont le contenu minimum est précisé à l'annexe 5.

L'exploitant du système a la responsabilité d'effectuer l'entretien et de s'assurer que, conformément au Code de l'Eau, le prestataire transmet le rapport d'entretien à la SPGE.

Les systèmes d'épuration individuelle ainsi que les dégraisseurs sont vidangés par des vidangeurs agréés.

La vidange des boues du système d'épuration individuelle est effectuée avant atteinte de la hauteur maximale de boue renseignée par le fabricant. Le rapport d'entretien ou le contrôle périodique indique si tel est le cas ou si cette situation est prévisible avant le prochain entretien périodique sur base d'une estimation de la vitesse de remplissage sur la période écoulée entre la dernière vidange et la date du contrôle ou de l'entretien.

Art. 14. L'exploitant produit lors de tout contrôle aux personnes ou organismes habilités à cette fin par le Gouvernement wallon, les justificatifs d'entretien et les attestations de vidange établies par un vidangeur agréé.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 15. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 et du 12 février 2009 à l'exclusion des articles 5 et 6 qui restent d'application jusqu'au 31 décembre 2018;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 à l'exclusion des articles 5 et 6 qui restent d'application jusqu'au 31 décembre 2018.

Art. 16. Les articles 5 et 6 du présent arrêté s'appliquent aux systèmes d'épuration individuelle installés à partir du 1^{er} janvier 2019.

Les eaux épurées issues des établissements existant avant le 1^{er} janvier 2009 répondent aux conditions d'émission de l'annexe 6.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

Art. 18. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 1

Notion d'équivalent-habitant

La capacité utile du système d'épuration individuelle est déterminée en fonction du nombre d'équivalent-habitant (EH) de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par le système. Elle est d'au moins 5 EH.

Pour les habitations unifamiliales qui ne génèrent que des eaux usées domestiques, la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent-habitant égal au nombre d'occupants. Dans le cas de raccordement de plusieurs habitations sur le même système d'épuration individuelle, la charge polluante est comptabilisée sur un nombre minimum de 4 EH par habitation.

Pour les autres habitations, le nombre d'équivalent-habitant correspondant à la charge polluante contenue dans les eaux usées domestiques est évalué comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent-habitant (EH)
Usine, atelier	1 ouvrier = 1/2 EH
Bureau	1 employé = 1/3 EH
Ecole sans bains, douche ni cuisine (externat)*	1 élève = 1/10 EH
Ecole avec bains sans cuisine (externat)*	1 élève = 1/5 EH
Ecole avec bains et cuisine (externat)*	1 élève = 1/3 EH
Ecole avec bains et cuisine (internat)*	1 élève = 1 EH
Hôtel, pension*	1 lit = 1 EH
Camping - emplacements de passage	1 emplacement = 1,5 EH

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent-habitant (EH)
Camping - emplacements résidentiels	1 emplacement résidentiel = 2 EH
Caserne	1 personne (prévue) = 1 EH
Restaurant*	1 couvert servi = 1/4 EH Nbre EH = 1/4 EH x nombre moyen de couverts servis chaque jour
Théâtre, cinéma, salle de fêtes, débits de boissons	1 place = 1/30 EH
Plaine de sport*	1 place = 1/20 EH
Home, centre spécifique de soins, prisons*	1 lit = 1,5 EH

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque, le nombre d'EH calculé d'après le tableau est augmenté de 1/2 EH par membre du personnel attaché à l'établissement. Dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 2

Dispositions relatives aux éléments de prétraitement et de stockage des boues

Capacité nominale d'épuration (EH)	Volume utile minimum, en m ³ Boues primaires seules	Volume utile minimum, en m ³ Boues mixtes (primaires et secondaires mélangées)
5 - 10	320 l/EH avec un minimum de 3 m ³	560 l/EH avec un minimum de 3 m ³
11 - 20	215 l/EH avec un minimum de 3.2 m ³	350 l/EH avec un minimum de 5.6 m ³
21 - 50	150 l/EH avec un minimum de 4.3 m ³	240 l/EH avec un minimum de 7 m ³
51 et au-delà	120 l/EH avec un minimum de 7.5 m ³	180 l/EH avec un minimum de 12 m ³

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 3

Dispositif de contrôle

Le dispositif de contrôle visé à l'article 9 répond aux exigences suivantes :

1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux épurées déversées suivant le mode opératoire fixé par le fabricant du système;

2° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux prélevées sans risque de contamination par des MES provenant de l'environnement immédiat du point de prélèvement;

3° être d'accès facile et repéré sur le site.

Le point de prélèvement est :

a) soit intégré dans le compartiment de clarification : il est réalisé sur le dispositif de sortie et doit être d'un accès aisé depuis la trappe de visite;

b) ou intégré dans la chambre de visite posée à une distance n'excédant pas 2 mètres après le dernier élément de traitement de la filière : la chambre de visite permet le prélèvement direct sous la conduite d'entrée des eaux dans ladite chambre de visite.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 4

Dimensionnement des dispositifs d'évacuation par infiltration

Le dimensionnement du dispositif d'évacuation par infiltration fait l'objet d'une note de calcul intégrant plusieurs paramètres liés aux caractéristiques du sol en place.

En cas d'évacuation des eaux pluviales par le même dispositif, les bases de dimensionnement prennent en compte le débit supplémentaire généré par les eaux pluviales.

a) Type de sol et vitesse d'infiltration :

- Sol sableux : vitesse d'infiltration comprise entre $4 \cdot 10^{-3}$ m/s et $2 \cdot 10^{-5}$ m/s.

- Sol sablo-limoneux : vitesse d'infiltration comprise entre $2 \cdot 10^{-5}$ m/s et $6 \cdot 10^{-6}$ m/s.

- Sol limoneux : vitesse comprise entre $6 \cdot 10^{-6}$ m/s et 10^{-6} m/s.

L'infiltration ne peut être envisagée pour des vitesses d'infiltration supérieures à $4 \cdot 10^{-3}$ m/s et inférieures à 10^{-6} m/s.

La vitesse d'infiltration est mesurée in situ via un test de perméabilité.

b) Profondeur de la nappe phréatique :

Si la profondeur de la nappe phréatique est inférieure à un mètre, l'évacuation des eaux épurées ne peut s'effectuer que par un tertre d'infiltration hors-sol ou par un autre mode d'évacuation autorisé que l'infiltration.

c) Tranchées d'infiltration ou drains dispersants :

Longueur maximum : 30 mètres à partir du point d'alimentation.

Section minimale de 0,6 m × 0,6 m.

L'entre axe entre chaque tranchée ou drain ne peut être inférieure à 2 m.

Sol	Profondeur de la nappe en m (N)	Longueur totale min. des drains en m, pour une capacité de 5 EH	Longueur supplémentaire en m par EH
Sableux	1 < N < 1,5	35	8
	N > 1,5	25	
Sablo limoneux	1 < N < 1,5	50	13
	N > 1,5	42	
Limoneux	1 < N < 1,5	85	17
	N > 1,5	70	

d) Tertre d'infiltration - Hauteur minimale de 0,70 m.

Sol	Surface min. du filtre en m ² pour une capacité de 5 EH	Surface supplémentaire par EH en m ²
Sableux	35	6,5
Sablo limoneux	55	11
Limoneux	75	16,6

e) Filtre à sable - Epaisseur minimale de 0,75 m.

Sol	Surface min. du filtre en m ² pour une capacité de 5 EH	Surface supplémentaire par EH en m ²
Sableux	40	8,5
Sablo limoneux		
Limoneux		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 5

Prestations obligatoires d'entretien

Selon le type d'équipement, les prestations d'entretien portent au minimum sur les vérifications et contrôles suivants qui sont consignés dans rapport d'entretien :

- Prise de connaissance de la date de la dernière vidange des boues.
- Prise de connaissance de la date et du contenu du dernier rapport d'entretien.
- Contrôle fonctionnel de tous les composants électromécaniques.
- Vérification de l'état des conduites et raccords : eau, air, boues.
- Vérification de l'absence de colmatage des différents filtres, massifs et supports.
- Vérification de l'état de bon fonctionnement des organes de distribution et de répartition sur les filtres.
- Vérification du bon état de propreté du dispositif de contrôle et du départ des drains.
- Vérification de l'état de la végétation (densité, nécessité de faucardage,...).
- Mesure de la teneur en oxygène des bassins aérés.
- Mesure de la DCO sur site avec un système adapté à la gamme de concentration prévue.
- Contrôle visuel et olfactif de l'eau traitée en sortie du système d'épuration individuelle.
- Vérification d'absence d'accumulation de boues et de flottants dans le décanteur secondaire.
- Vérification de la hauteur précise des boues dans le compartiment de stockage avec la fixation du délai pour le déclenchement d'une procédure d'évacuation des boues par un vidangeur agréé.
- Relevé du totalisateur de fonctionnement et des alarmes.
- Réalisation des travaux de nettoyage d'ordre général et des mesures correctives nécessaires.
- Le remplacement des pièces d'usure normale couvrant la période entre deux entretiens.

Les travaux de maintenance réalisés et à réaliser, ainsi que le remplacement de toute pièce doivent être consignés dans le rapport d'entretien.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 6

Etablissements existants - Conditions d'émission

a) Unités d'épuration individuelle

Paramètres	Concentration (2)	Méthode de mesure de référence (1)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification	70 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté
Total des matières solides en suspension	60 mg/l	
(1) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne dépasse pas 150 mg/l		
(2) Les valeurs numériques se réfèrent à des échantillons ponctuels		

b) Installations d'épuration individuelle

Paramètres	Concentration (2)	Méthode de mesure de référence (1)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification	50 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté
Demande chimique en oxygène (DCO)	160 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté
Total des matières solides en suspension	60 mg/l	
(1) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne dépasse pas 150 mg/l		
(2) Les valeurs numériques se réfèrent à des échantillons ponctuels		

c) Stations d'épuration individuelle

Paramètres	Concentration	% minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification (3)	30 mg/l O ₂ (5) ou 50 mg/l O ₂ (6)	70	° Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté ° Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C + 1 °C dans l'obscurité complète Addition d'un inhibiteur de nitrification
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O ₂ (5) 160 mg/l O ₂ (6)	75	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté Bichromate de potassium
Total des matières solides en suspension	60 mg/l (4)	90 (4)	° Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm, séchage à 105 °C et pesée ° Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2 800 à 3 200 g), séchage à 105 °C et pesée
pH	< 9 et > 6,5		
T°	< 30 °C		
hydrocarbures non polaires	< 3 mg/l		
Un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque			

(1) Réduction par rapport à l'entrée.

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.

(4) Cette exigence est facultative.

(5) En moyenne sur 24 heures.

(6) Maximum.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/206423]

1. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme und zur Aufhebung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen und vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013 und 13. März 2014, Artikel 5, Artikel 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind;

Aufgrund der am 5. Februar 2016 abgegebenen Stellungnahme des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 17. Dezember 2015 in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhabenerstellten Berichts;

Aufgrund des am 17. Oktober 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 60.133/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die vorliegenden gesamten und sektorenbezogenen Bedingungen finden Anwendung auf die individuellen Kläreinheiten, -anlagen und -stationen im Sinne der Rubriken 90.11, 90.12, 90.13 und 90.14 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 3 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° bereits bestehender Betrieb: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassener oder gemeldeter Betrieb;

2° Individuelle Kläreinheit: ein individuelles Klärsystem, das dazu fähig ist, ein Haushaltsabwasservolumen zu behandeln, das einer Schadstoffbelastung von höchstens zwanzig EGW (Einwohnergleichwert) entspricht;

3° Individuelle Kläranlage: ein individuelles Klärsystem, das dazu fähig ist, ein Haushaltsabwasservolumen zu behandeln, das einer Schadstoffbelastung zwischen zwanzig und hundert EGW (Einwohnergleichwert) entspricht;

4° Individuelle Klärstation: ein individuelles Klärsystem, das dazu fähig ist, ein Haushaltsabwasservolumen zu behandeln, das einer Schadstoffbelastung von mindestens hundert EGW (Einwohnergleichwert) entspricht;

5° Extensives System: ein individuelles Klärsystem, das zur biologischen Abwasseraufbereitung die in einem Ökosystem natürlich vorhandenen Abbauprozesse ganz oder teilweise zum Einsatz bringt, ohne auf eine andere elektromechanische Apparatur zurückzugreifen als eine Vorrichtung zur Hebung des Abwassers oder des geklärten Wassers falls erforderlich;

6° Intensives System: ein individuelles Klärsystem, in dem die biologische Abwasseraufbereitung, bei der natürlich vorhandene Abbauprozesse ganz oder teilweise zum Einsatz gebracht werden, durch eine elektromechanische Apparatur intensiviert wird, die den Abbau des organischen Stoffs auf kleinen Flächen und/oder in engen Volumina ermöglicht.

In Bezug auf Ziffer 1 wird die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses in das in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehene Register eingetragen hat, einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — Standort

Art. 4 - Die Behandlungskapazität, ausgedrückt in Einwohnergleichwert - nachstehend "EGW" genannt -, wird unter Zugrundelegung der Tabelle in Anhang 1 berechnet. Die Behandlungskapazität liegt nicht unter fünf EGW.

Art. 5 - § 1 - Jedes individuelle Klärsystem umfasst ein einheitliches, nach Anhang 2 dimensioniertes Vorbehandlungsvolumen, das zumindest die Speicherung des Primärschlammes sicherstellt.

Der Zufluss des Abwassers in das Vorbehandlungssystem und der vom Extraktionssystem stammende Rückfluss der Schlämme werden unter das Gewässer geleitet, um die Gefahr einer Geruchsbelästigung zu vermeiden und ein einwandfreies Absetzen zu fördern.

Die Vorrichtungen zur Behandlung durch vertikal durchströmte Pflanzenfilter und Belebtschlammverfahren im Zusammenhang mit individuellen Klärstationen müssen nicht mit einem Vorbehandlungssystem ausgestattet sein, mit Ausnahme eines Rechenreinigers. Die Vorbehandlung durch eine Vorklärung ist obligatorisch für die individuellen Kläreinheiten und -anlagen.

§ 2 - Jede Weiterleitung von Substanzen zwischen den Kammern zur Vorbehandlung und Speicherung, Behandlung oder Klärung der Schlämme erfolgt nur über die zu diesem Zweck vorgesehenen Leitungsröhre oder Aussparungen, wobei jedes Überlaufen aus einer Kammer in die andere unmöglich ist.

Ein Extraktionssystem gewährleistet die wirksame Aufnahme aller übermäßigen Schlämme in ein Speichervolumen über an den Wänden oder auf einem festen Unterbau befestigte Rohrleitungen, um jederzeit einen optimalen Abfluss sicherzustellen.

Das Vorbehandlungsvolumen kann entweder für die Aufnahme und Speicherung des Primär- und Sekundärschlammes oder nur des Primärschlammes dimensioniert werden. In diesem letzten Fall wird ein zweites Speichervolumen für den Sekundärschlamm vorgesehen, dessen Überlauf dem Vorbehandlungssystem zugeführt wird. Die Vorbehandlungs- und, gegebenenfalls, Speichervolumen werden nach den in Anhang 2 festgehaltenen Vorschriften dimensioniert.

Das Vorbehandlungsvolumen und das Volumen zur Speicherung der Schlämme, wenn es im Vorbehandlungsvolumen nicht eingeschlossen ist, wird mit einem Lüftungssystem mit einem Mindestdurchmesser von 80 mm versehen, das vom Kreislauf des geklärten Wassers und des Regenwassers des Betriebs getrennt und dessen Öffnung ausreichend hoch angebracht ist, um Geruchsbelästigungen zu vermeiden.

Im Falle einer Hebung des Haushaltsabwassers vor der Vorbehandlung und Behandlung darf die auf das Klärgerät gerichtete momentane Durchflussmenge dessen guten Betrieb bei verschlechterten Emissionsbedingungen nicht stören.

Die Behälter, Becken, Behandlungsteiche, Kanalisationen und Anschlüsse sind undurchlässig.

§ 3 - Die Behandlung des Haushaltsabwassers durch anaerobe Tropfkörper ist untersagt.

Die Sickervorrichtungen werden nicht als Behandlungselement betrachtet.

§ 4 - Die geschlossenen Elemente, aus denen sich das individuelle Klärsystem zusammensetzt, sind mit Öffnungen mit einem Nennmaß von mindestens 60 cm ausgestattet und mit einem abnehmbaren und zugänglichen Deckel versehen, damit der Betrieb und die Wartung der Vorrichtung überprüft werden können.

Der Zugang zum Vorbehandlungsvolumen, sofern er mit anderen Teilen gemeinsam ist, gewährleistet den Abzug der Schlämme, ohne dass die Gefahr besteht, die Ausrüstungen und Rohrleitungen zu beschädigen. Die Volumen für die Behandlung und die Nachklärung können einen gemeinsamen Zugang haben.

Die Besichtigungsöffnungen sind ausreichend groß, um die Funktionseinstellungen, die Wartung und das Auswechseln der Verschleißteile zu ermöglichen.

§ 5 - Im Falle von Teichen oder jeglicher anderen Behandlungsvorrichtung im Freien, wird der Zugang zum Standort kontrolliert.

Im Falle von eingegrabenen Vorrichtungen wird die Zugänglichkeit zu den Behältern sowie zu den Nebengeräten kontrolliert.

Der Standort ist für Instandhaltungs- und Wartungszwecke zugänglich.

Art. 6 - Die zum guten Betrieb des individuellen Klärsystems erforderlichen elektromechanischen Geräte sind an einer trockenen und belüfteten Stelle installiert und mit den durch die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen vorgeschriebenen Schutzvorrichtungen versehen.

Das individuelle Klärsystem wird mit einem Monitor zur zentralen Fehlerortung der elektromechanischen Komponenten versehen. Jeder Fehler wird durch ein akustisches oder optisches Alarmgerät gemeldet, das derart positioniert wird, dass es vom Betreiber gesehen oder gehört wird. Aufgetretene Fehler werden chronologisch registriert und können von den zur Kontrolle und Wartung berechtigten Personen auf dem Monitor zur zentralen Alarmsteuerung abgerufen werden. Die Gesamtbetriebszeit des Systems zwischen zwei Wartungsvorgängen wird registriert.

Für die individuellen Klärstationen besteht die Möglichkeit einer Fernkontrolle des Betriebs und des Auftretens von Fehlern.

Art. 7 - Wenn das Haushaltsabwasser hauptsächlich aus Abwasser aus dem Gaststättengewerbe besteht, ist das Anbringen eines Fettabscheiders mit einem Mindestvolumen von 500 Litern für eine individuelle Kläreinheit oder mit einem Mindestvolumen von 800 Litern für eine individuelle Kläranlage oder mit einem Mindestvolumen von 1200 Litern für eine individuelle Klärstation Pflicht.

Art. 8 - Mit Ausnahme des eventuellen Fettabscheiders und der elektromechanischen Elemente werden die Elemente, aus denen sich das individuelle Klärsystem zusammensetzt, außerhalb der versorgten Gebäude installiert, außer im Falle von Vorrichtungen, die eigens dazu vorgesehen sind, innerhalb der Gebäude installiert zu werden.

Art. 9 - Die Kontrollvorrichtung ermöglicht die Entnahme einer Flasche mit einem Inhaltsvermögen von mindestens 1 Liter und entspricht den Vorschriften von Anhang 3.

Art. 10 - Das geklärte Wasser aus dem individuellen Klärsystem wird, nötigenfalls mithilfe einer Hebepumpe, unter Einhaltung der in Artikel R.279 § 2 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, angeführten Bedingungen abgeleitet.

Im Falle einer Versickerung in den Boden ist die in Anhang 4 festgehaltene Berechnung zur Dimensionierung der zugelassenen Vorrichtungen für die Ableitung durch Versickerung zu berücksichtigen.

Die Hydraulikleitung des Systembetriebs wird unabhängig vom Wasserstand am Ablauf sichergestellt.

Um jeder Verstopfungsgefahr vorzubeugen, ist die Installation eines Filters erforderlich, wenn die Ableitung des geklärten Wassers durch Versickerung vor sich geht.

Die Ableitung des Abwassers, das durch eine individuelle Kläreinheit geklärt wurde, durch eine Sickergrube, die sich nicht in einem Wasserentnahmeschutzgebiet befindet, ist erlaubt, wenn es keine andere Möglichkeit zur Ableitung besteht.

Die Ableitung durch eine Sickergrube des Abwassers, das durch eine individuelle Kläranlage oder eine individuelle Klärstation geklärt wurde, ist verboten.

Die Ableitung des geklärten Abwassers in ein Badegebiet ist verboten.

Die Ableitung des durch eine individuelle Kläranlage oder eine individuelle Klärstation geklärten Abwassers in ein Gebiet, das sich stromaufwärts eines Badegebiets befindet, ist verboten, außer wenn dieses Wasser vor der Ableitung desinfiziert wird.

Art. 11 - Nur das Haushaltsabwasser mit Ausnahme des Regenwassers und des parasitären Sauberwassers fließt durch das individuelle Klärsystem und wird dort behandelt.

Wenn mehrere Wohnungen an ein und dieselbe individuelle Kläranlage angeschlossen sind, kann das Abwasser abweichend von Absatz 1 durch einen bestehenden Mischwasserkanal unter Einhaltung der folgenden Bedingungen weitergeleitet werden:

1° Es darf kein parasitäres Sauberwasser durch den Mischwasserkanal fließen, der die individuelle Kläranlage versorgt;

2° Vor der individuellen Kläranlage befindet sich eine Vorrichtung zur Regulierung des Regenwassers, wie z.B. ein Regenauslass, ein Gewitterbecken oder eine zeitweilige Speichervorrichtung, die eine geregelte Rückführung des Regenwassers in den Vorfluter ermöglicht;

3° Die individuelle Kläranlage und die Vorrichtung zur Regulierung des Regenwassers werden so dimensioniert, dass die womöglich durch Regenwasser angeschwollene Durchflussmenge, die in das System einströmt, den Betrieb nicht beeinträchtigen kann und die Emissionsbedingungen nach Artikel 12 nicht verschlechtern kann.

KAPITEL III — *Betrieb, Wartung*

Art. 12 - Das aus der in Anhang 3 beschriebenen Kontrollvorrichtung entnommene Wasser muss folgende Emissionsbedingungen erfüllen:

Parameter	Konzentration	Referenzmessmethode
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB5 bei 20°C) ohne Nitrifikation	30 mg/l O ₂ (1) oder 50 mg/l O ₂ (2)	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierende Probe
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	125 mg/l O ₂ (1) oder 160 mg/l O ₂ (2)	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierende Probe
Suspendierte Feststoffe (Schwebstoffe) insgesamt Fakultativ	40 mg/l O ₂ (1) oder 60 mg/l O ₂ (2)	
Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen werden an gefilterten Proben ausgeführt, die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben jedoch beträgt nicht mehr als 150 mg/l		

(1) Im Durchschnitt über 24 Stunden.

(2) Maximalwert für eine punktuelle Probe.

Art. 13 - Der Betreiber sorgt für den guten Betriebszustand seines individuellen Klärsystems.

Die aufeinanderfolgenden Wartungsarbeiten werden in Zeitabständen ausgeführt von maximal:

1° achtzehn Monaten für die Systeme im Zusammenhang mit individuellen Kläreinheiten;

2° neun Monaten für die individuellen Kläranlagen;

3° vier Monaten für die individuellen Klärstationen.

Die Wartungsarbeiten machen es möglich, den guten Betriebszustand des Systems zu überprüfen, die fehlerhaften Teile auszutauschen und den Schlammpegel zur Auslösung einer Entleerung einzuschätzen.

Die Wartung erfolgt im Rahmen eines zwischen dem Betreiber und einem Dienstbringer abgeschlossenen Instandhaltungsvertrags, dessen Mindestinhalt in Anhang 5 bestimmt wird.

Der Systembetreiber ist verantwortlich für die Wartung und muss dafür sorgen, dass der Dienstbringer gemäß dem Wassergesetzbuch den Instandhaltungsbericht der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") übermittelt.

Die individuellen Klärsysteme sowie die Fettabscheider werden durch zugelassene Grubenentleerer entleert.

Die Entschlammung des individuellen Klärsystems wird vor dem Zeitpunkt vorgenommen, an dem der vom Hersteller angegebene höchstzulässige Schlammpegel erreicht wird. Der Wartungsbericht oder die regelmäßige Kontrolle macht deutlich, ob dies der Fall ist oder vor der nächsten regelmäßigen Instandhaltung sein dürfte auf der Grundlage einer Einschätzung der Füllgeschwindigkeit über den Zeitraum zwischen der letzten Entleerung und dem Datum der Kontrolle oder Instandhaltung.

Art. 14 - Bei jeder Kontrolle legt der Betreiber den zu diesem Zweck durch die Wallonische Regierung befugten Personen oder Einrichtungen die Belege für die Wartung und die durch einen zugelassenen Grubenentleerer ausgestellten Bescheinigungen für die Entleerung vor.

KAPITEL IV — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 15 - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 und vom 12. Februar 2009, mit Ausnahme der Artikel 5 und 6, die bis zum 31. Dezember 2018 anwendbar bleiben;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung von der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009, mit Ausnahme der Artikel 5 und 6, die bis zum 31. Dezember 2018 anwendbar bleiben.

Art. 16 - Artikel 5 und 6 des vorliegenden Erlasses finden Anwendung auf die individuellen Klärsysteme, die ab dem 1. Januar 2019 installiert werden.

Das geklärte Wasser aus Betrieben, die vor dem 1. Januar 2009 bestanden, erfüllt die Emissionsbedingungen von Anhang 6.

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2017 in Kraft.

Art. 18 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 1

Konzept des Einwohnerequivalenzwertes

Die Nutzleistung des individuellen Klärsystems wird aufgrund der Anzahl Einwohnerequivalenzwerte (EGW) der von dem System versorgten Wohnung oder Gruppe von Wohnungen bestimmt. Sie beträgt mindestens 5 EGW.

Für die Einfamilienwohnungen, die lediglich Haushaltsabwasser erzeugen, wird die täglich erzeugte Schadstoffbelastung durch den der Anzahl Bewohner entsprechenden Einwohnerequivalenzwert ausgedrückt. Im Falle eines Anschlusses mehrerer Wohnungen an ein und dasselbe individuelle Klärsystem wird die Schadstoffbelastung auf der Grundlage einer Mindestanzahl von 4 EGW je Wohnung berechnet.

Für die anderen Wohnungen wird die Anzahl Einwohnerequivalenzwerte, die der im Haushaltsabwasser enthaltenen Schadstoffbelastung entspricht, wie folgt geschätzt:

Gebäude oder Komplex	Anzahl Einwohnerequivalenzwerte (EGW)
Fabrik, Werkstatt	1 Arbeiter = 1/2 EGW
Büro	1 Angestellter = 1/3 EGW
Schule ohne Bäder, Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension*	1 Bett = 1 EGW
Camping - Stellplätze für Durchreisende	1 Stellplatz = 1,5 EGW
Camping - Stellplätze für Dauerbewohner	1 Stellplatz für Dauerbewohner = 2 EGW
Kaserne	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Restaurant*	1 aufgetragenes Gedeck = 1/4 EGW × die durchschnittliche Anzahl der täglich aufgetragenen Gedecke
Theater, Kino, Festsaal, Getränkeausschank	1 Platz = 1/30 EGW
Sportplatz*	1 Platz = 1/20 EGW
Heim, spezifisches Pflegeheim, Gefängnisse*	1 Bett = 1,5 EGW

Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muss die nach der Tabelle berechnete Anzahl EGW um 1/2 EGW je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, erhöht werden. Bei der Ermittlung der erforderlichen Nutzleistung ist eine mögliche Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes zu berücksichtigen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme und zur Aufhebung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen und vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind, beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 2

Bestimmungen über die Bauteile für die Vorbehandlung und die Schlammstorage

Nominelle Klärkapazität (EGW)	Minimales Nutzvolumen, in m ³ Nur Primärschlamm	Minimales Nutzvolumen, in m ³ Gemischer Schlamm (Primär- und Sekundärschlamm gemischt)
5 - 10	320 l/EGW mit mindestens 3 m ³	560 l/EGW mit mindestens 3 m ³
11 - 20	215 l/EGW mit mindestens 3.2 m ³	350 l/EGW mit mindestens 5.6 m ³
21 - 50	150 l/EGW mit mindestens 4.3 m ³	240 l/EGW mit mindestens 7 m ³
51 und darüber	120 l/EGW mit mindestens 7.5 m ³	180 l/EGW mit mindestens 12 m ³

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme und zur Aufhebung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen und vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 3

Kontrollvorrichtung

Die in Artikel 9 erwähnte Kontrollvorrichtung genügt folgenden Anforderungen:

1° eine leichte Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers nach der von dem Hersteller des Systems festgestellten Verfahrensweise ermöglichen;

2° an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Repräsentativität der Menge und der Qualität des entnommenen Wassers bietet, ohne Gefahr einer Kontamination durch Schwebstoffe aus der unmittelbaren Umgebung der Entnahmestelle;

3° leicht zugänglich und auf dem Gelände markiert sein.

Die Entnahmestelle ist:

a) entweder im Klärraum integriert: sie wird an der Ausgangsvorrichtung angebracht und ist von der Besichtigungskammer aus leicht zugänglich;

b) oder in der Besichtigungskammer integriert, die in einer Entfernung von höchstens 2 Metern nach dem letzten Behandlungsbauteil der Behandlungskette angebracht wird: die Besichtigungskammer ermöglicht, dass das Wasser direkt unterhalb des Einlaufrohrs in der besagten Besichtigungskammer entnommen werden kann.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme und zur Aufhebung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen und vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 4

Dimensionierung der Vorrichtungen für die Ableitung durch Versickerung

Die Dimensionierung der Vorrichtung für die Ableitung durch Versickerung ist Gegenstand einer Berechnung, die mehrere Parameter im Zusammenhang mit den vorhandenen Bodeneigenschaften mit einbezieht.

Falls durch dieselbe Vorrichtung Regenwasser abgeleitet wird, wird in den Dimensionierungsgrundlagen die durch das Regenwasser erzeugte zusätzliche Abflussmenge berücksichtigt.

a) Art des Bodens und Sickergeschwindigkeit:

- Sandboden: Sickergeschwindigkeit zwischen $4 \cdot 10^{-3}$ m/s und $2 \cdot 10^{-5}$ m/s

- Sandig-lehmiger Boden: Sickergeschwindigkeit zwischen $2 \cdot 10^{-5}$ m/s und $6 \cdot 10^{-6}$ m/s

- Lehmboden: Geschwindigkeit zwischen $6 \cdot 10^{-6}$ m/s und 10^{-6} m/s.

Für Sickergeschwindigkeiten über $4 \cdot 10^{-3}$ m/s und unter 10^{-6} m/s kommt die Versickerung nicht in Betracht.

Die Sickergeschwindigkeit wird an Ort und Stelle durch einen Durchlässigkeitstest gemessen.

b) Tiefe der Grundwasserleitschicht:

Wenn die Grundwasserleitschicht weniger als ein Meter tief ist, kann die Ableitung des geklärten Wassers nur durch einen Filtrierhügel über dem Boden oder durch eine andere zugelassene Ableitungsmethode als die Versickerung erfolgen.

c) Sickergräben oder Sickerleitungen:

Maximale Länge: 30 Meter ab der Zulaufstelle.

Minimaler Querschnitt: 0,6 m × 0,6 m.

Der Achsabstand zwischen jedem Graben oder jeder Leitung darf nicht unter 2 m liegen.

Boden	Tiefe der Grundwasserleitschicht in m (N)	Minimale Gesamtlänge der Leitungen in m, für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Länge in m je EGW
Sandig	$1 < N < 1,5$	35	8
	$N > 1,5$	25	
Sandig-lehmig	$1 < N < 1,5$	50	13
	$N > 1,5$	42	
Lehmig	$1 < N < 1,5$	85	17
	$N > 1,5$	70	

d) Filtrierhügel - Minimale Höhe 0,70 m.

Boden	Minimale Fläche des Filters in m ² , für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Fläche je EGW in m ²
Sandig	35	6,5
Sandig-lehmig	55	11
Lehmig	75	16,6

e) Sandfilter - Minimale Dicke 0,75 m.

Boden	Minimale Fläche des Filters in m ² , für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Fläche je EGW in m ²
Sandig	40	8,5
Sandig-lehmig		
Lehmig		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme und zur Aufhebung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen und vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 5

Vorgeschriebene Wartungsleistungen

Je nach der Ausstattungskategorie beziehen sich die Wartungsleistungen mindestens auf die nachstehenden Überprüfungen und Kontrollen, die im Wartungsbericht festgehalten werden:

- Zurkenntnisnahme des Datums der letzten Entschlammung.
- Zurkenntnisnahme des Datums und des Inhalts des letzten Wartungsberichts.
- Funktionskontrolle aller elektromechanischen Bauteile.
- Überprüfung des Zustands der Rohrleitungen und Anschlüsse: Wasser, Luft, Schlamm.
- Überprüfen, dass die verschiedenen Filter, (Filter)Massen und Träger nicht verstopft sind.
- Überprüfung des guten Betriebszustands der Abgabe- und Verteilorgane auf den Filtern.
- Überprüfen, dass die Kontrollvorrichtung und der Anfang der (Sicker)Leitungen sauber sind.
- Überprüfung des Zustands der Vegetation (Dichte, notwendiges Mähen...).
- Messung des Sauerstoffgehaltes der belüfteten Becken.
- Messung des CSB an Ort und Stelle mit einem dem vorgesehenen Konzentrationsbereich angepassten System.
- Sicht- und Geruchskontrolle des behandelten Abwassers am Ablauf des individuellen Klärsystems.
- Überprüfen, dass sich Schlamm und Schwimmstoffe im Nachklärbecken nicht ansammeln.
- Überprüfung der genauen Höhe des Schlammes im Speicherraum, wobei die Frist für die Einleitung eines Verfahrens der Schlammmentleerung durch einen zugelassenen Entleerer festgesetzt wird.
- Ablesung des Betriebszählers und der Alarmanlagen.
- Durchführung der allgemeinen Reinigungsarbeiten und der notwendigen Abhilfemaßnahmen.
- Ersatz von normalen Verschleißteilen, um den Zeitraum zwischen zwei Wartungen zu decken.

Die durchgeführten und durchzuführenden Wartungsarbeiten sowie der Ersatz jeglicher Bauteile müssen im Wartungsbericht festgehalten werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme und zur Aufhebung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen und vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 6

Bestehende Betriebe - Emissionsbedingungen

a) Individuelle Kläreinheiten

Parameter	Konzentration (2)	Referenzmessmethode (1)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB5 bei 20°C) ohne Nitrifikation	70 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekan- tierte Probe
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	180 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekan- tierte Probe
Suspendierte Feststoffe insgesamt	60 mg/l	
(1) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben beträgt jedoch nicht mehr als 150 mg/l (2) Die Zahlenwerte beziehen sich auf Einzelproben		

b) Individuelle Kläranlagen

Parameter	Konzentration (2)	Referenzmessmethode (1)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB5 bei 20°C) ohne Nitrifikation	50 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekan- tierte Probe
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	160 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekan- tierte Probe
Suspendierte Feststoffe insgesamt	60 mg/l	
(1) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben beträgt jedoch nicht mehr als 150 mg/l (2) Die Zahlenwerte beziehen sich auf Einzelproben		

c) Individuele Klärstationen:

Parameter	Konzentration	Mindestprocentsatz der Verringerung (1)	Referenzmessmethode (2)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB5 bei 20°C) ohne Nitrifikation	30 mg/O ₂ (5) oder 50 mg/l O ₂ (6)	70	° Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe ° Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünf-tägiger Bebrütung bei 20°C ± 1 °C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikations-hemmstoffs
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	125 mg/O ₂ (5) 160 mg/l O ₂ (6)	75	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe Kalium-Dichromat
Suspendierte Feststoffe insgesamt	60 mg/l (4)	90 (4)	Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembran von 0,45 µm, Trocknen bei 105°C und Wiegen Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2 800 bis 3 200 g), Trocknen bei 105°C und Wiegen
PH	< 9 und > 6,5		
T°	< 30 °C		
Nichtpolare Kohlenwasserstoffe	< 3 mg/l		
in einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann			

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs.

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an den gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Bedarf an Sauerstoff (TOD), wenn eine Beziehung zwischen BSB5 und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.

(4) Diese Anforderung ist fakultativ.

(5) Durchschnittlich in 24 Stunden.

(6) Höchstens.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme und zur Aufhebung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen und vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206423]

1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringseenheden en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en installaties en van het besluit van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de decreten van 24 oktober 2013 en 13 maart 2014, artikel 5, artikel 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 5 februari 2016;

Gelet op het rapport van 17 december 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 60.133/4 van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 2016 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Deze integrale en sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de individuele zuiveringseenheden, -installaties en -stations bedoeld in de rubrieken 90.11, 90.12, 90.13 en 90.14 van bijlage I bij het besluit van de Waalse regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o een bestaande inrichting : een inrichting die behoorlijk vergund en aangegeven is vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

2^o een individuele zuiveringseenheid : een individueel zuiveringssysteem in staat tot behandeling van een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater gelijk aan een vuilvracht gelijk van 20 inwoner-equivalent of minder;

3^o een individuele zuiveringsinstallatie : een individueel zuiveringssysteem in staat tot behandeling van een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater gelijk aan een vuilvracht tussen 20 en 100 inwoner-equivalent;

4^o een individueel zuiveringsstation : een individueel zuiveringssysteem in staat tot behandeling van een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater gelijk aan een vuilvracht gelijk aan of groter dan 100 inwoner-equivalent;

5^o een uitgebreid systeem : een individueel zuiveringssysteem waarin, voor de biologische behandeling, het geheel of een gedeelte van de beschadigingsprocessen die natuurlijk aanwezig zijn in een ecosysteem, uitgevoerd worden, zonder gebruik van andere elektromechanische uitrusting dan een opvoer van het afvalwater of van het gezuiverde water indien nodig;

6^o een intensief systeem : een individueel zuiveringssysteem waarvan de biologische behandeling die het geheel of een gedeelte van de natuurlijk aanwezige beschadigingsprocessen uitvoert, versterkt wordt door een elektromechanische uitrusting, waarbij de beschadiging van de organische stoffen op kleine oppervlakten en/of in beperkte volumes mogelijk wordt gemaakt.

Wat 1^o betreft, wordt de verandering of de uitbreiding van een inrichting die de exploitant voor de inwerkingtreding van dit besluit, in het in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bedoeld register heeft opgenomen, gelijkgesteld met een bestaande inrichting.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging*

Art. 4. De behandelingscapaciteit uitgedrukt in inwoner-equivalent, hierna "IE" genoemd, wordt berekend op basis van de in bijlage 1 vermelde tabel. De behandelingscapaciteit is niet kleiner dan 5 IE.

Art. 5. § 1. Elk individueel zuiveringsstation omvat een eenmalig voorbehandelingvolume dat op zijn minst de opslag van het primair slib garandeert en waarvan de afmetingen de voorwaarden van bijlage II naleven.

De toevoer van het afvalwater in de voorbehandeling en het terugvoeren van slib uit het afzuigstelsel worden onder het watervlak geleid om de geurrisico's te voorkomen en een goede bezinking te bevorderen.

De behandelingsvoorzieningen via ingestoken filters met verticale afvoer en via geactiveerd slib, die betrekking hebben op individuele zuiveringsstations, moeten niet met een voorbehandeling, met uitzondering van een screezerput, worden uitgerust. De voorbehandeling via primaire bezinking is verplicht voor de individuele zuiveringseenheden en -stations.

§ 2. Elke overbrenging van stoffen tussen compartimenten voor de voorbehandeling, de opslag, de behandeling of de zuivering van slib kan slechts gebeuren via de leidingen of reservaties die daartoe voorzien zijn zonder mogelijke overloop van een compartiment naar een ander.

Het overtollige slib wordt door een extractiesysteem efficiënt afgevoerd naar een opslagvolume via leidingen vastgemaakt aan de wanden of op een onbuigzaam dragermateriaal om op elk ogenblik een optimale afvoer te garanderen.

Het voorbehandelingvolume kan gedimensioneerd worden om het primaire en secundaire of slechts het primaire slib te behandelen en op te slaan. In dat geval is een tweede opslagvolume voorzien voor het secundaire slib waarvan de overloop naar de voorbehandeling wordt geleid. De voorbehandelingsvolumes en, in voorkomend geval, de opslagvolumes worden overeenkomstig de bepalingen van bijlage 2 gedimensioneerd.

Het voorbehandelingvolume en het opslagvolume van het slib, wanneer het niet in het voorbehandelingvolume inbegrepen is, is voorzien van een ventilatiesysteem met een minimumdoorsnede van 80 mm. Dat systeem wordt gescheiden van het circuit van het gezuiverde water en van het regenwater van de inrichting en wordt hoog genoeg geplaatst om geurhinder te voorkomen.

In geval van opvoer van het huishoudelijk afvalwater vóór de voorbehandeling en de behandeling mag het instantdebiet dat op het zuiveringsapparaat wordt toegepast de goede werking ervan niet storen en blijft het zodoende aan de emissievoorwaarden voldoen.

De kuipen, bekkens, bassins, leidingen en aansluitingen zijn waterdicht.

§ 3. Het is verboden huishoudelijk afvalwater met een anaërobe bacteriefilter of een aërobe percolatie te behandelen.

De infiltratievoorzieningen worden niet als behandelingselement beschouwd.

§ 4. De gesloten elementen van het individueel zuiveringssysteem zijn voorzien van openingen met een nominale afmeting van minimum 60 cm en van een afneembaar en toegankelijk deksel om te kunnen controleren of de apparatuur functioneert en om ze te onderhouden.

De toegang tot het voorbehandelingsvolume, indien het verband houdt met andere delen, garandeert het onttrekken van het slib zonder risico van beschadiging van de apparatuur en leidingen. De behandelings- en de secundaire zuiveringsvolumes kunnen een gemeenschappelijke toegang hebben.

De afmeting van de bezoekenopening laat toe om de regeling van de werking, het onderhoud en de vervanging van de versleten stukken uit te voeren.

§ 5. In het geval van bassins of andere behandelingsvoorzieningen in open lucht wordt de toegang tot de site streng gecontroleerd.

In het geval van ingegraven voorzieningen wordt de toegankelijkheid tot de kuipen alsook tot de bijkomende apparatuur gecontroleerd

De site moet toegankelijk zijn met het oog op onderhoudshandelingen.

Art. 6. De elektromechanische toestellen die nodig zijn voor de vlotte werking van het individueel zuiveringssysteem worden op een droge, verluchte plek geïnstalleerd en zijn voorzien van de reglementaire beschermingen bedoeld in het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties.

Het individueel zuiveringssysteem wordt uitgerust met een behuizing voor de centralisatie van de defecten van de elektromechanische bestanddelen. Elk defect wordt via een hoorbaar of zichtbaar alarm gesignaleerd; dit alarm wordt zodanig geplaatst dat het voor de exploitant zichtbaar is of door hem gehoord kan worden. Het voordoen van defecten maakt het voorwerp uit van een voorgeschiedenislijst die door de personen belast met de controle en het onderhoud op het centraal alarmsysteem geraadpleegd kan worden. De totale werkingsduur van het systeem tussen twee onderhoudsbeurten wordt geregistreerd.

Voor de individuele zuiveringsstations is de controle op de werking en op het voordoen van defecten op afstand mogelijk.

Art. 7. Als het huishoudelijk afvalwater voornamelijk uit het restaurantwezen komt, moet voorzien worden in de installatie van een ontvetter met een minimumvolume van 500 liter voor een individuele zuiveringseenheid, van 800 liter voor een individuele zuiveringsinstallatie of van 1 200 liter voor een individueel zuiveringsstation.

Art. 8. Met uitzondering van de eventuele ontvetter en van de elektromechanische elementen worden de elementen van het individuele zuiveringssysteem buiten de bediende gebouwen geplaatst, behalve de voorzieningen die specifiek in de gebouwen geplaatst moeten worden.

Art. 9. De controlevoorziening laat een monsterneming met een flesje van minstens 1 liter toe en voldoet aan de voorschriften opgenomen in bijlage 3.

Art. 10. Het gezuiverde water afkomstig van het individueel zuiveringssysteem wordt desnoods d.m.v. een opvoerpomp afgevoerd volgens de voorwaarden bedoeld in artikel R.279, § 2, van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt.

In geval van insijpeling in de grond wordt rekening gehouden met de berekening van de dimensionering van de afvoervoorzieningen via infiltratie bedoeld in bijlage 4.

De hydraulische leiding van de werking van het systeem wordt gewaarborgd ongeacht het waterniveau op het lozingspunt.

Om elk gevaar voor opvulling te voorkomen is de aanleg van een filter aanbevolen wanneer het gezuiverde water door infiltratie wordt afgevoerd.

Water dat gezuiverd wordt door een individuele zuiveringseenheid die zich buiten een winningsbeschermingsgebied bevindt, mag via een zinkput afgevoerd worden indien het niet anders kan.

Water dat door een individuele zuiveringsinstallatie gezuiverd wordt, mag niet via een zinkput afgevoerd worden.

Het is verboden gezuiverd water in een badzone te lozen.

Water dat door een individuele zuiveringsinstallatie of een individueel zuiveringsstation gezuiverd wordt, mag niet in een badzone stroomopwaarts geloosd worden, tenzij het eerst wordt ontsmet.

Art. 11. Enkel huishoudelijk afvalwater, met uitzondering van regenwater en helder parasietwater, stroomt langs het individueel zuiveringssysteem en wordt erin behandeld.

In afwijking van het eerste lid, kan afvalwater afgevoerd worden via een bestaande unitaire riolering als verschillende woningen aangesloten zijn op hetzelfde individuele zuiveringssysteem, met inachtneming van de volgende bepalingen :

1° er vloeit geen helder parasietwater door de unitaire riolering die de individuele zuiveringsinstallatie bevoorraadt;

2° het regenwater komt eerst terecht in een voorziening voor het beheer van regenwater, zoals een overstort, een vergaarkom of een opslagvoorziening die voor een gereguleerde teruggave van het regenwater in het opvangmilieu zorgt vooraleer het de individuele zuiveringsinstallatie bereikt;

3° de individuele zuiveringsinstallatie en de voorziening voor het beheer van het regenwater zijn gedimensioneerd zodat het eventuele bijkomende regenwaterdebiet de werking ervan niet kan hinderen en blijft voldoen aan de emissievoorwaarden bedoeld in artikel 12.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie, onderhoud*

Art. 12. Water waarvan een monster wordt genomen via de controlevoorziening omschreven in bijlage 3 voldoet aan de volgende emissievoorwaarden :

Parameters	Concentratie	Referentiemeetmethode
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie)	30 mg/l O ₂ (1) of 50 mg/l O ₂ (2)	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	125 mg/l O ₂ (1) of 50 mg/l O ₂ (2)	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen Facultatief	40 mg/l O ₂ (1) of 50 mg/l O ₂ (2)	
De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l.		

(1) Gemiddeld over 24 uur.

(2) (2) Maximum op een punctuele monsterneming.

Art. 13. De exploitant zorgt voor de goede staat van werking van zijn individueel zuiveringssysteem.

De opeenvolgende onderhoudsbeurten worden uitgevoerd binnen hoogstens :

1° achttien maanden voor de systemen betreffende de individuele zuiveringseenheden;

2° negen maanden voor de individuele zuiveringsinstallaties;

3° vier maanden voor de individuele zuiveringsstations;

De onderhoudsbeurten dienen om de goede werking van het systeem te controleren, om de defecte stukken te vervangen en om de slibhoogte te evalueren om een lediging op te starten.

Het onderhoud wordt gedekt door een onderhoudscontract gesloten tussen de exploitant en een dienstverlener waarvan de minimale inhoud in bijlage 5 wordt bepaald.

De exploitant van het systeem heeft de verantwoordelijkheid om het onderhoud uit te voeren en om zich ervan te vergewissen dat de dienstverlener het onderhoudsverslag aan de "SPGE" overmaakt.

Individuele zuiveringssystemen en ontvetters worden door erkende ruimers geledigd.

De lediging van het slib van het individuele zuiveringssysteem wordt uitgevoerd vóór het bereiken van de maximale slibhoogte aangegeven door de fabrikant. In het onderhoudsverslag of de periodieke controle wordt vermeld of dat het geval is of indien deze toestand voorzienbaar is voor het volgende periodieke onderhoud op grond van een raming van de vulsnelheid over de periode tussen de laatste lediging en de controle- of onderhoudsdatum.

Art. 14. De bewijsstukken inzake het onderhoud en de door een erkende opruimer opgemaakte opruimingsattesten worden bij elke controle door de exploitant overgelegd aan de personen of instellingen die de Waalse Regering daartoe gemachtigd heeft.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 november 2008 en 12 februari 2009, met uitzondering van de artikelen 5 en 6 die van toepassing blijven tot 31 december 2018;

2° het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009, met uitzondering van de artikelen 5 en 6 die van toepassing blijven tot 31 december 2018.

Art. 16. De artikelen 5 en 6 van dit besluit zijn van toepassing op de individuele zuiveringssystemen geïnstalleerd vanaf 1 januari 2019.

Gezuiverd water uit de bestaande inrichtingen die voor 1 januari 2009 bestaan, voldoet aan de emissievoorwaarden van bijlage 6.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2017.

Art. 18. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1

Begrip inwonerequivalent

De nuttige capaciteit van het individuele zuiveringssysteem wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten (IE) van de op het individuele zuiveringssysteem aangesloten woning of wooncomplexen. Ze bedraagt minstens 5 IE.

Er wordt vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht voor eengezinswoningen die slechts huishoudelijk afvalwater voortbrengen, gelijk is aan een aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met het aantal bewoners. Als verschillende woningen op hetzelfde individueel zuiveringssysteem aangesloten zijn, wordt uitgegaan van minimum 4 IE per woning voor de berekening van de vuilvracht.

Voor de andere gebouwen wordt het aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met de vuilvracht van het huishoudelijk afvalwater, berekend als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwonerequivalent (IE)
Fabriek, werkplaats	1 werkmans = 1/2 IE
Kantoor	1 bediende = 1/3 IE
School zonder baden, stortbaden of keuken (externaat)*	1 leerling = 1/10 IE
School met baden en zonder keuken (externaat)*	1 leerling = 1/5 IE
School met baden en keuken (externaat)*	1 leerling = 1/3 IE
School met baden en keuken (internaat)*	1 leerling = 1 IE
Hotel, pension*	1 bed = 1 IE
Camping - doorreisplaats	1 plaats = 1,5 IE
Camping - verblijfplaats	1 verblijfplaats = 2 IE
Kazerne	1 persoon (voorzien) = 1 IE
Restaurant*	1 opgediende maaltijd = 1/4 IE Aantal IE = 1/4 IE × gemiddeld aantal maaltijden opgediend per dag
Theater, bioscoop, feestzaal, slijterijen van dranken	1 plaats = 1/30 IE
Sportpark*	1 plaats = 1/20 IE
Home, centrum voor specifieke verzorging, gevangenis*	1 bed = 1,5 IE

Voor de met een * aangeduide gebouwen of complexen wordt het op grond van de tabel berekend aantal IE verhoogd met 1/2 IE per personeelslid dat in de instelling tewerkgesteld is. Voor de bepaling van de vereiste nuttige capaciteit wordt rekening gehouden met een eventuele vermeerdering van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringseenheden en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties en van het besluit van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2

Bepalingen betreffende de elementen inzake voorbehandeling en slibopslag

Nominale zuiveringscapaciteit (IE)	Minimum bruikbaar volume, in m ³ , alleen het primair slib	Minimum bruikbaar volume, in m ³ , alleen het gemengd slib (gemengd primair en secundair slib)
5 - 10	320 l/IE met een minimum van 3 m ³	560 l/IE met een minimum van 3 m ³
11 - 20	215 l/IE met een minimum van 3.2 m ³	350 l/IE met een minimum van 5.6 m ³
21 - 50	150 l/IE met een minimum van 4.3 m ³	240 l/IE met een minimum van 7 m ³
51 en meer	120 l/IE met een minimum van 7.5 m ³	180 l/IE met een minimum van 12 m ³

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringseenheden en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties en van het besluit van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 3

Controlevoorziening

De controlevoorziening bedoeld in artikel 9 voldoet aan de volgende eisen :

1° een vlotte monsterneming van het geloosde gezuiverde water mogelijk maken volgens een door de fabrikant van het systeem gebruikte methode;

2° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake waterkwantiteit en -kwaliteit, zonder besmettingsrisico door gesuspendeerde stoffen afkomstig van de onmiddellijke omgeving van het monsternemingspunt;

3° gemakkelijk toegankelijk zijn en op de site gemarkeerd zijn.

Het monsternemingspunt wordt :

a) ofwel geïntegreerd in het zuiveringscompartiment : het wordt op de uitgangsvoorziening aangebracht en moet gemakkelijk toegankelijk zijn vanaf het toegangsluik;

b) hetzij in het mangat geïntegreerd op een afstand van maximum 2 meter na het laatste element van de behandeling : het mangat laat de rechtstreekse monsterneming toe onder de leiding van het water dat in het mangat binnenkomt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringseenheden en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties en van het besluit van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 4

Dimensionering van de afvoervoorzieningen via infiltratie

De dimensionering van de afvoervoorziening via infiltratie maakt het voorwerp uit van een berekeningsnota waarin verschillende parameters betreffende de kenmerken van de bodem opgenomen worden.

Als het regenwater langs dezelfde voorziening afgevoerd wordt, houden de dimensioneringsgrondslagen rekening met het bijkomende regenwaterdebiet.

a) Bodemtype en infiltratiesnelheid :

- Zandbodem : infiltratiesnelheid tussen $4 \cdot 10^{-3}$ m/s en $2 \cdot 10^{-5}$ m/s

- Zand-leembodem : infiltratiesnelheid tussen $2 \cdot 10^{-5}$ m/s en $6 \cdot 10^{-6}$ m/s

- Leembodem : infiltratiesnelheid tussen $6 \cdot 10^{-6}$ m/s en 10^{-6} m/s

De infiltratie kan niet overwogen worden voor infiltratiesnelheden hoger dan $4 \cdot 10^{-3}$ m/s en lager dan 10^{-6} m/s.

De infiltratiesnelheid wordt in situ gemeten via een permeabiliteitstest.

b) diepte van het grondwater :

Als het grondwater niet dieper is dan 1 m, kan het gezuiverde water uitsluitend afgevoerd worden via een bovengrondse infiltratieheugel of via een andere toegelaten afvoerwijze.

c) Infiltratiesleuven of dispersiedraineerbuizen :

Maximumlengte : 30 meter vanaf het voedingspunt.

Minimale sectie van 0,6 × 0,6m.

De asafstand tussen elke sleuf of draineerbuis mag niet minder dan 2 m bedragen.

Bodem	Diepte van het grondwater in m (N)	Min. totaallengte van de draineerbuizen in m, voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende lengte in m per IE
Zandbodern	1 < N < 1,5	35	8
	N > 1,5	25	
Zand-leembodem	1 < N < 1,5	50	13
	N > 1,5	42	
Leembodem	1 < N < 1,5	85	17
	N > 1,5	70	

d) Infiltratieheugel - Minimale hoogte van 0,70 m.

Bodem	Min oppervlakte van de filter in m ² voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende oppervlakte per IE in m ²
Zandbodern	35	6,5
Zand-leembodem	55	11
Leembodem	75	16,6

e) Zandfilter - Minimale dikte van 0,75 m.

Bodem	Min oppervlakte van de filter in m ² voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende oppervlakte per IE in m ²
Zandbodern	40	8,5
Zand-leembodem		
Leembodem		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringseenheden en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties en van het besluit van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 5

Verplichte onderhoudsprestaties

Al naar gelang van het soort uitrusting hebben de onderhoudsprestaties hoe dan ook betrekking op de volgende verificaties en controles, die in een onderhoudsverslag worden opgenomen :

- Kennisneming van de datum van de laatste sliblediging.
- Kennisneming van de datum en de inhoud van het laatste onderhoudsverslag.
- Functionele controle van elk elektromechanisch bestanddeel.
- Verificatie van de staat van de leidingen en aansluitingen; water, lucht, slib.
- Verificatie van de afwezigheid van opvulling van de verschillende filters, filtreermiddelen en dragers.
- Verificatie van de staat van de goede werking van de distributie- en verdelingsvoorzieningen op de filters.
- Verifiëren of de controlevoorziening en de aanvang van de draineerbuizen schoon zijn.
- Verificatie van de vegetatiestaat (dichtheid, noodzakelijkheid om met de biezenzeis te maaien,...).
- Meting van het zuurstofgehalte van de beluchte bassins.
- Meting van het chemisch zuurstofverbruik(CZV) met een systeem aangepast aan het voorziene concentratiebereik.
- Gezichts- en reukcontrole van het gezuiverde water aan het uiteinde van het individuele zuiveringssysteem.
- Verifiëren of het slib en drijvende stoffen zich niet in de tweede bezinktank opstapelen.
- Verificatie van de exacte hoogte van het slib in het opslagcompartiment waarbij een termijn wordt bepaald om de procedure inzake afvoer van het slib door een erkende opruimer op te starten.
- Aflezing van de werkingsteller en van de alarmen.

- Uitvoering van de algemene reinigingswerken en van de nodige verbeteringsmaatregelen.
- Vervanging van de stukken van normale slijtage tijdens de periode tussen twee onderhouden.

De uitgevoerde en uit te voeren onderhoudswerken alsook de vervanging van elk stuk moeten in een onderhoudsverslag opgenomen worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringseenheden en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties en van het besluit van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 6

Bestaande inrichtingen - Emissievoorwaarden

a) Individuele zuiveringseenheid

Parameters	Concentratie (2)	Referentiemethode voor de analyse (1)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C zonder nitrificatie)	70 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	180 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster
Totale hoeveelheid gesuspendeerde vaste stoffen	60 mg/l	
(1) De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l		
(2) De numerieke waarden hebben betrekking op punctuele monsternemingen		

b) Individuele zuiveringsinstallaties

Parameters	Concentratie (2)	Referentiemethode voor de analyse (1)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C zonder nitrificatie)	50 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	160 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster
Totale hoeveelheid gesuspendeerde vaste stoffen	60 mg/l	
(1) De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l		
(2) De numerieke waarden hebben betrekking op punctuele monsternemingen		

c) Individuele zuiveringsstations

Parameters	Concentratie	Minimaal verminderingpercentage	Referentiemethode voor de analyse (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie (3)	30 mg/l O ₂ (5) of 50 mg/l O ₂ (6)	70	Bepaling van het zuurstof opgelost vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20 °C + 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	125 mg/l O ₂ (5) of 50 mg/l O ₂ (6)	75	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster Kaliumbichromaat
Totale hoeveelheid gesuspendeerde vaste stoffen	60 mg/l (4)	90 (4)	Filtrering van een representatief monster op een membraan van 0,45 µm, droging bij 105 °C en weging Centrifugeren van een representatief monster (gedurende minstens 5 minuten met een gemiddelde versnelling van 2 800 à 3 200 g), droging bij 105 °C en weging

Parameters	Concentratie	Minimaal verminderingpercentage	Referentiemethode voor de analyse (2)
PH	< 9 en> 6,5		
T°	< 30 °C		
niet polaire koolwaterstoffen	< 3 mg/l		
Een representatief monster van het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen			

(1) Vermindering in vergelijking met de ingang

(2) De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l.

(3) Deze parameter kan door een andere vervangen worden: totaal organieke koolstof (COT) of totale zuurstofvraag (DTO) indien een verband tussen de DBO5 en de vervangingsparameter gelegd kan worden.

(4) Deze vereiste is facultatief.

(5) Gemiddeld over 24 uur.

(6) Maximum.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringseenheden en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties en van het besluit van 6 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en -systemen geïnstalleerd in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31882]

23 DECEMBER 2016. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van de onteigeningsplannen bij hoogdringendheid om redenen van openbaar nut ten gunste van de gemeente Elsene voor de goederen gelegen Majoor René Dubreucqstraat 39 en Troonstraat 143-145, te 1050 Elsene

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 27 mei 1870 houdende vereenvoudiging der bestuurlijke pleegvormen in zaken van onteigening voor openbaar nut;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening voor openbaar nut;

Gelet op de ordonnantie van 22 februari 1990 betreffende de onteigeningen voor openbaar nut doorgevoerd en toegestaan door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, de artikelen 1, 2, 7 en 8, 19 tot 34, 71, 73 tot 75, en de uitvoeringsbesluiten daarvan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2016 waardoor een subsidie wordt verleend aan Elsene voor de verwezenlijking van het programma voor de herwaardering van de wijk « Atheneum »;

Gelet op de beraadslaging van 20 oktober 2016 waarbij de gemeenteraad van Elsene het basisdossier van het duurzaam wijkcontract « Atheneum » goedkeurt en de toestemming vraagt van de gewestelijke regering om over te gaan tot de onteigening betreffende de als volgt gekadastrerde onroerende goederen :

- 2de afdeling, sectie A nr. 9d7, gelegen Majoor René Dubreucqstraat 39, te 1050 Elsene,

- 2de afdeling, sectie A nr. 76e10, gelegen Troonstraat 143-145, te 1050 Elsene.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31882]

23 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation des plans d'expropriation selon la procédure d'extrême urgence pour cause d'utilité publique au bénéfice de la commune d'Ixelles pour les biens sis rue Major René Dubreucq 39, et rue du Trône 143-145, à 1050 Ixelles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu l'ordonnance du 22 février 1990 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine, les articles 1, 2, 7 et 8, 19 à 34, 71, 73 à 75, et ses arrêtés d'exécution;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2016 octroyant un subside au bénéfice d'Ixelles pour la réalisation du programme de revitalisation du quartier « Athénée »;

Vu la délibération du 20 octobre 2016 par laquelle le conseil communal d'Ixelles approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Athénée » et sollicite l'autorisation du Gouvernement régional pour procéder à l'expropriation des biens immeubles cadastrés comme suit :

- 2e division, section A, n°9d7, située rue du Major René Dubreucq 39, à 1050 Ixelles,

- 2e division, section A, n°76e10, située rue du Trône 143-145, à 1050 Ixelles.